



General Assembly

Distr.: General
7 June 2010
English
Original: French

Human Rights Council

Fourteenth session

Agenda item 1

Organizational and procedural matters

Letter dated 3 June 2010 from the Permanent Mission of Belgium addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights

Please find enclosed an explanation of vote* following Belgium's vote on the resolution entitled "The grave attacks by Israeli forces against the humanitarian boat convoy" contained in document A/HRC/14/L.1.

Unfortunately, due to technical reasons, this statement reached our delegation in Geneva after the meeting devoted to action on the resolution had ended, and therefore could not be delivered in the meeting room.

I would therefore be grateful if it could be distributed as a document of the fourteenth ordinary session of the Human Rights Council.

(Signed) **Hugo Brauwers**
Deputy Permanent Representative

* Circulated as received, in the language of submission only.

Annex

Explication de vote

La délégation belge regrette une fois de plus qu'il n'ait pas été possible d'adopter le texte de cette résolution par consensus, ce qui aurait plus que jamais été nécessaire au sein du Conseil des Droits de l'Homme sur une question aussi grave.

Pour ce motif, la Belgique s'est abstenue, mais elle approuve le principe d'une enquête immédiate, transparente et impartiale. La Belgique souligne que le fait de mener cette enquête est plus important que les discussions sur ses modalités et qu'elle était ouverte au caractère international d'une telle enquête. Face à la gravité de cet événement et les circonstances qui l'entourent, il est indispensable que la Communauté internationale réagisse, comme l'a fait le Conseil de sécurité et, d'ailleurs, également l'UE par la voix de la Haute Représentante pour les affaires étrangères de l'UE, Mme Ashton.

La Belgique se félicite du fait que le Conseil des Droits de l'Homme ait été en mesure d'agir avec rapidité dans ce cas et compte bien que cette approche serve d'exemple dans des cas similaires où l'urgence est requise pour adresser des crises et des graves violations des droits de l'homme.
